

Le Travailleur Réunionnais

Organe de la Confédération Générale du Travail de la Réunion

Juillet 2014 Numéro 50



L'austérité continue !

INNOVANT

Vous êtes exigeant ? Ne changez pas !

Avec le réseau 3G+ qui couvre plus de 95 %* de la population et le déploiement du réseau Dual Carrier qui permet de surfer jusqu'à 2 fois plus vite, SFR vous fait profiter du meilleur de la technologie à La Réunion.

*Taux de couverture de la population 3G Réunion calculé à partir du seuil : 94dBm. Étude réalisée en septembre 2013 avec l'outil de simulation ATOLL. Données INSEE issues du recensement de 2010. SRR-SCS au capital de 3 375 165€. RCS St-Denis 393 551 007. 21 rue Pierre Aubert - ZI du Chaudron - 97490 Sainte Clotilde.




**Votre partenaire
en maîtrise des risques**
www.socotec.fr

- ▶▶ INSPECTION
- ▶▶ ASSISTANCE TECHNIQUE
- ▶▶ CONSEIL
- ▶▶ FORMATION

**QUALITÉ, SÉCURITÉ
SANTÉ, ENVIRONNEMENT**

AGENCE ST-DENIS
Technopole - 8, rue Henri Cornu
Tél. : 02 62 94 48 48 - Fax 02 62 94 48 50

AGENCE ST-PIERRE
13, rue Bory St-Vincent
Tél. : 02 62 35 64 64 - Fax 02 62 35 63 82

socotec@socotec.re



**LEADER
DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

Formation professionnelle
Validation des Acquis de l'Expérience
Bilan de compétences

Nos secteurs de Formation

- AGRICULTURE HORTICULTURE
- AGRO-ALIMENTAIRE
- TOURISME
- BTP
- TERTIAIRE & SERVICES
- TIC
- SANITAIRE & SOCIAL
- CROISSANCE VERTE



www.afpar.com

N°Azur 0 810 800 810

prix d'un appel local



L'AUSTÉRITÉ CONTINUE !

L'austérité continue.

Le pacte d'irresponsabilité (40 md€ au patronat et la baisse des dépenses publiques (50 md€) impacteront lourdement les classes sociales défavorisées et les travailleurs quand les ressorts de la solidarité et de la croissance seront cassés.

La déflation est aux portes de l'Europe et la bête immonde est là, croupie dans l'immondice de l'humanité.

Cette Europe du capital n'en a cure : elle agit dans l'opacité la plus totale contre les peuples comme en témoignent les circonstances dans lesquelles se concocte le TTIP. La mobilisation est de mise partout. Et les biens pensants, ventrus des richesses accaparées sur la sueur des travailleurs, criminalisent les luttes et appellent la maréchaussée à donner du bâton.

La Responsabilité n'est pas une leçon donnée par le patronat, c'en est une à apprendre. Avec lui, Port Réunion continuerait à n'être qu'un outil de captation des richesses. Le gouvernement serait bien inspiré de revenir à son crédo initial (« mon seul ennemi

c'est la finance ») sans tergiverser sur fond d'arrogance et de mépris (« mon ennemi c'est la mauvaise finance »).

La CGTR, dans la préparation de son 12^e congrès, mesure l'immensité de sa tâche, mais aussi de sa responsabilité vis-à-vis des travailleurs.



L'heure est à l'unité à construire partout. Dans cette période troublée de crise, la CGTR doit être plus que jamais sur le terrain aux côtés de travailleurs. Et pour cela, la CGTR sera présente aux rendez-vous de la représentativité : les élections dans les 3 versants de la fonction publique du 4 décembre 2014 en est un de la première importance et nous nous y attelons de pied ferme.

La solidarité ne se limite pas aux confins de notre île, de la France et de l'Europe. Aussi, poussons ce cri d'indignation face au massacre du peuple palestinien. Disons notre internationalisme agissant face à l'impéritie de la communauté internationale et à la position pro sioniste du gouvernement français.

IVAN HOAREAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL





NON À L'EUROPE DE L'AUSTÉRITÉ ET DU CAPITAL OUI À L'EUROPE DES PEUPLES



L'idée d'une Europe au service des peuples est décrédibilisée sans cesse par les politiques d'austérité et de mise en concurrence des travailleurs menées par les tenants du capital et, en tout cas, par les libéraux, qu'ils soient de l'UMP ou du PS. La réorientation sociale de l'Europe promise par Hollande n'était qu'huile dans les rouages de sa politique récessive au national et européen. Cette tromperie nous renvoie à la forfaiture du Traité de Lisbonne imposant à des peuples européens, ce qu'ils avaient rejeté par leur Non au TCE en 2005. Déficit démocratique ! Détestable pratique d'une élite arrogante et méprisante " des gens de peu ", la négociation en mis-souk (depuis juillet dernier) du partenariat transatlantique de

commerce et d'investissement (TTIP), attentatoire aux souverainetés des états, nationales et populaires, tente d'imposer un ordre public international au travers d'arbitrage supra national au service des Société Transnationale (AMI nous revoilà !). C'est moins un problème d'État à État, mais plus de la volonté du capital d'imposer son ordre marchand aux peuples et États. Et Hollande d'asséner : « *Nous avons tout à gagner à aller vite. Sinon, nous savons bien qu'il y aura une accumulation de peurs, de menaces, de crispation.* » L'austérité menée en Europe par la droite et les sociaux libéraux nous conduit à l'impasse. La récession et la déflation frappent à nos portes. On combat l'inflation même quand il n'y en a pas, au point que même

des libéraux en arrivent à quémander « *un peu d'inflation siou plé!* ». L'obsession de la lutte contre l'inflation cache mal l'objectif de préservation de la rente. Elle est menée par une BCE conçue pour être dépendante des milieux financiers parce que indépendante du

Politique. La crise l'a amenée à prendre des positions iconoclastes ces derniers temps mais le crédo résiste. L'orthodoxie budgétaire et monétaire fait le jeu de l'Allemagne sur division de l'Europe entre le nord et le sud, plus exactement organise le dumping social en mettant sans cesse en concurrence les peuples, les travailleurs du nord et ceux du sud. Les critères de Maastricht et de la règle d'or organisent la récession en /et posant / posent la question de la dette en soi, ce qui n'a aucun sens, si ce n'est de légitimer le libéralisme et l'austérité.

ET LA RÉUNION DANS TOUT ÇA ?

Cette RUP est à la croisée des chemins comme l'Europe l'est quant à la nécessité d'une autre politique géopolitique, économique, sociale, écologique et culturelle. Au delà des difficultés/enjeux internes et de leur combinaison à La Réunion que certains n'hésitent pas à traduire en fin d'un modèle (handicaps rupéens ; transition dé-

mographique et équation écologique d'une petite économie insulaire ; difficile et contrariée mais impérieuse nécessité qu'ont combattue pendant trop long-temps certains de ses plus ardents thuriféraires déclamants d'aujourd'hui que l'insertion régionale ; accélération accélérée de l'histoire...), le futur proche de la Réunion dans sa relation avec l'Europe est lourd de changement, de menaces, d'enjeux. De la possible remise en cause de la Politique de Cohésion d'ici à 2020 aux menaces sur l'octroi de mer à la même échéance en passant par la continuité du démantèlement de l'OCM Sucre et la fin des quotas, l'incapacité structurelle des eurocrates à penser notre intégration régionale le dispute à leur injure faite à la géographie (et à l'histoire) de penser qu'elle puisse ne pas reprendre un jour ses droits. Ce jour est là ! Loin des discours aseptisés tentant de le vider de tout contenu politique, l'Europe du Capital est une construction politique. Dire qu'il est normal que l'Europe signe des accords pour justifier le Partenariat Transatlantique n'est pas recevable ; l'Europe sui generis n'existe pas qui, selon une formule développementiste, serait amenée avec le temps à s'améliorer inéluctablement (il faudrait juste un peu de patience !). Sur fonds de l'euro/mark et du rôle prépondérant de l'Allemagne au détriment de ses " partenaires ", cette Europe de la concurrence libre et non faussée jusque et surtout entre ses composantes nationales sur dumping social complique de plus en plus la relance du continent. Cette Europe libérale en perte de valeurs solidaires et com-

munautaires où les Politiques Communes perdent sérieusement de leur résonance, où les amortisseurs socio-économiques, les services publics et la fonction publique sont passés au crible du mantra libéral,... livrant par là même de l'argent public à l'insatiable appétit du secteur marchand et de ses spéculateurs. Cette Europe-là est mortifère pour les peuples. Cette Europe de l'austérité, de la récession, est incapable de penser un destin de continent et, partant, planétaire. Oui, une autre politique est une impérieuse nécessité. Dans l'intérêt bien compris des RUP, de leurs peuples et de leurs travailleurs.

Saint Denis le 17 mai 2014
IVAN HOAREAU, SYNDICALISTE

LEON GROSSE

ZAC Foucherolles
97495 cedex
Tél.: 0262 29 24 88
Télécopie : 0262 29 64 68
lareunion@leongrosse.fr

SIDR

**CONSTRUIRE
RÉHABILITER
GÉRER
AMÉNAGER**

12, rue Félix Guyon - 97461 Saint-Denis Cedex
Tél.: 0262 94 74 74

Organe de la Confédération
Générale du Travail de la Réunion
(C.G.T.R)
144, rue du Général de Gaulle
BP 829
97476 Saint-Denis Cedex
Tél : 0262 90 93 40
Fax : 0262 20 36 63

Directeur de la Publication
Yves GRONDIN

Directeur de la Rédaction
Maximin BANON

Publicité
La Presse Syndicale
97490 Saint-Denis

Réalisation - Impression
PRINT 2000
2, rue Coco Robert
97438 Sainte-Marie
Tel : 0262 93 14 50



CETTE EUROPE-LÀ CONTRE LES PEUPLES

Dans le but de constituer un marché commun de 820 millions de consommateurs, le sommet qui s'est déroulé le 26 mars 2013 entre l'Union européenne (UE) et les États-Unis (EU), a réaffirmé l'« engagement à conclure rapidement un partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) ambitieux ».

Ce genre d'accords régionaux vise à contourner l'OMC qui, comble d'être régie par l'insupportable règle 1 pays = 1 voix, avancerait trop lentement. Il est négocié secrètement depuis le 14 juin dernier. Ainsi, Hollande déclarait le 11 février 2014 : « Nous avons tout à gagner à aller vite. Sinon nous savons bien qu'il y aura une accumulation de peurs, de menaces, de crispation. »

L'accès au mandat de négociation est un véritable parcours du combattant. L'opacité la plus totale non remise en cause par le simulacre de consultation actuellement lancée par les EU. Tant dans sa conception que dans son exécution, tant sur le fond que la forme, cette consultation n'en est

pas une : elle transpire de condescendance à l'égard des peuples incapables de penser leur destin propre aux eurocrates même pas persuadés de faire le bien des gens malgré eux.

Cet accord risque fortement d'affaiblir nos droits politiques, sociaux (absence de clause sociale), sanitaires et environnementaux. C'est une menace contre nos services publics.

Les droits de douane (DD) étant déjà très bas dans les pays concernés, c'est principalement l'abaissement des normes sanitaires et phytosanitaires européennes qui est visé.

Les normes des États-Unis sont moins protectrices que celles de l'UE.

Par exemple, en matière sanitaire et alimentaire, aux EU le produit est autorisé tant qu'il n'y a pas de preuves scientifiques de sa nocivité. Le cas échéant, l'État régule à posteriori. Alors qu'en Europe, c'est le principe de précaution qui prime (si risques graves, même sans certitude scientifique, pas d'autorisation de mise sur le marché).

Les EU sont moins regardants aussi sur les normes sociales : sur les 8 conventions fondamentales de l'OIT, ils n'en ont signé que 2 (et pas celle sur la liberté syndicale !).

Le TTIP devrait créer des tribunaux d'arbitrage (de droit privé) appelés à trancher dans les différends entre États et Sociétés Transnationales (STN).

Ces dernières pourront attaquer les États pour leurs mesures environnementales, sociales, sanitaires. Il s'agit de mettre en place un droit supra national au service du capital.

Nous assistons à une multiplication de ces contentieux : ceux-ci sont passés de 3 par an en 1996 à 50 en 2012 et 40 en 2013.

Ce TIPP est à analyser en même temps que le Partenariat Transpacifique (TPP : 12 pays Asie et Pacifique, 1/3 commerce mondial, 40% PIB mondial) qui vise à "contenir" la Chine.

Une fois de plus, l'Europe des peuples s'éloigne au profit de l'Europe du capital.

Nous appelons les collectivités locales à se déclarer "hors TTIP".

DE LA RESPONSABILITÉ ET DE LA LUTTE

La question de la place du travail dans la société et de sa pleine reconnaissance en soi traverse la société.

Le mal-être au travail s'accroît, et comme le travail structure la vie de tous les jours, ce mal-être devient mal-vivre et sociétal. L'absence de travail (dé)structure.

La crise voit s'affronter plus fortement les contradictions notamment celle capital/travail.

Une expression très crue du directeur de la Cilam image parfaitement cette dernière : « L'an dernier, les grévistes étaient nombreux, nous avons négocié. Mais cette fois-ci, ils le sont beaucoup moins. On ne va pas négocier ». Au-delà, ce que peut contenir de tels propos d'anti-salarié, de morgue à l'égard du petit peuple ! D'instinct et de conscience de classe !

La lutte des classes faite par le patronat de façon convaincante. La négociation à chaud : y a que ça de vrai !

La situation de La Réunion et de beaucoup de Réunionnais va de mal en pis. La Réunion est à la croisée des chemins. Les enjeux mondiaux, européens, nationaux et locaux sont là devant elle. Et la Responsabilité est convoquée derechef.

Le patronat a-t-il l'apanage de la responsabilité au regard du développement de l'île ? Son patriotisme est-il à l'ordre du jour au moment où la bataille du développement est posée avec acuité ?

Après nos 40 glorieuses qui a vu les inégalités s'accroître, la "crise" (les guillemets parce qu'il faut parfois s'entendre sur ce dont on parle) est utilisée par le patronat pour peser sur les salaires et les conditions de tra-



vail. Le postulat que le travail est un coût, qui plus est élevé, implique de le baisser fortement. Et de détourner son regard du coût du capital.

Utilisée aussi pour la sempiternelle exigence d'assistance : des sous et la liberté du renard dans le poulailler.

Après la loi dite de sécurité de l'emploi (LSE), le pacte dit de responsabilité concocté entre le gouvernement et le patronat menaçant la protection sociale et les services publics ; les reculades du gouvernement sur les seuils sociaux, le code du travail, le temps partiel, la pénibilité (les Réunionnais peuvent travailler sous 35° à l'extérieur selon la FEDOM puisqu'ils sont habitués aux fortes chaleurs) pour attirer le Medef à la Conférence Sociale, ont abouti... au boycott de la CGT, de FO et de la FSU, Solidaires n'y étant pas invité. C'est un échec

retentissant pour le gouvernement socialiste.

Et de quelle surenchère qu'il faut savoir arrêter parle M. Hollande ? De l'a-plaventrisme indécent devant le capital ? En quoi M. Manuel Valls peut-il jouer le matador en matière de responsabilité ? La posture est facile pour quelqu'un prenant en otage la Gauche et son avenir pour faire taire les critiques de sa politique d'austérité venant de son propre camp. Cette gauche-là, nous n'en voulons pas ! C'est la mort de la Gauche.

Entre "nos" petits artisans et le patron de la PME d'une part, et la société transnationale d'autre part, il y a plus que des différences.

Les effets de la crise sont supportés aussi par le petit patronat : l'artisan et la TPE sont les victimes de la société donneuse d'ordre. Par un réseau de sous- →

Les femmes et les hommes sont la grande force de Ravate.

Ravate

• St-Denis centre ville • St-Denis Butor
• St-André • St-Pierre
• St-Paul Savannah • Le Port

SOGEA REUNION

**Bâtiment
Hydraulique
Génie civil
Travaux Spéciaux**

1 boulevard du Chaudron - BP 21
97491 SAINTE CLOTILDE Cedex
Tél.: 02 62 48 39 00 - Fax : 02 62 29 48 82
Email : sogeaurun@ss.sogea.fr

Une société de **VINCI** construction

AF AQ

HYPERMARCHÉ

Géant

Casino
LA CHATOIRE

CENTRE COMMERCIAL

9, rue d'Italie - Zac Chatoire
97430 Le Tampon
TEL : 02.62.57.93.93



l'industriel, celui de éleveurs et des laitiers, des coopératives ?

Une chose est connue : la Cilam va très bien et les fruits du travail sont inégalement répartis. Peut-être est-ce pour cela que l'an dernier, la direction proposait en mis-souk aux représentants syndicaux de l'argent en échange de leur non recours à l'expertise des comptes ? Encore une fois, qui prend qui en otage ?

La SNCF, les intermittents du spectacle, la Sermat, la Cilam : la criminalisation de l'action syndicale est en cours, alors qu'au-delà des enjeux d'une juste répartition des fruits du travail, des enjeux de service public, d'aménagement et de développement du territoire, de valorisation de la culture y sont posés.

Le patronat montre les dents, le gouvernement les blanchit et les affûtent. C'est à une autre société que nous convient le capital et ses séides.

Une société du chacun pour soi et d'effacement des valeurs solidaires. Une société où entre le riche et le pauvre, c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère.

Saint Denis le 9 juillet 2014

IVAN HOAREAU, SYNDICALISTE

→ traïtance en cascade, les gros externalisent les risques sociaux et financiers sur le sous-traitant. L'artisan est prisonnier de sociétés qui exportent leur argent à la maison mère. Et prive le territoire des richesses produites sur son sol. La moralisation des sous-traités fait partie de la structuration des branches, elle doit permettre de libérer nos sous-traitants, de poser en de meilleurs termes la négociation, de structurer la profession et les métiers, de desserrer l'étau des STN sur notre île. L'enjeu de Port Réunion comme acteur du développement de l'île n'est pas la préoccupation première des acconiers : ils se contentent aisément du marché captif et ne s'intéressent guère à faire de Port Réunion un hub. Le récent conflit de la Sermat a été l'occasion d'une lourde con-

damnation par le plus haut représentant du patronat à la Réunion de la CGTR... qui a dénoncé la politique de rente des acconiers. Les cris d'orfraie du patronat sur la prise d'otage de la Réunion sonnent faux. Qui prend qui en otage ? Le président du Medef serait-il complice de cette politique qui tourne le dos à la vocation du Grand Port ? Prise d'otage également de la Réunion dans le conflit de la Cilam où la CGTR a été la cause de tous les maux. Et le Medef and Co d'appeler la maréchaussée à donner de la matraque. Qu'en est-il de la nébuleuse qu'est la Cilam, forte consommatrice des deniers publics, tenue de main de fer par certainement une des franges les plus réactionnaires du patronat ? Des relations croisées entre le monde de

BRAVO AUX CAMARADES DOCKERS ET DE LA SERMAT

MERCI POUR LA RÉUNION

La victoire de nos camarades est due à leur ténacité ; malgré des pressions énormes de l'établissement réunionnais, et notamment du MEDEF en la personne de son président, malgré une certaine presse aux ordres, la FD a toujours eu conscience que sa lutte était juste. Au-delà de la défense légitime de leurs revendications, les travailleurs posaient en fait la question de Port Réunion au service du développement de l'île ou outil captif d'un patronat rentier n'ayant aucun intérêt à faire de l'outil portuaire un hub permettant à La Réunion de mieux s'insérer dans la région et de capter des parts de marchés, notamment dans le transbordement. Tant d'années de lutte, de sacrifice pour que la raison l'emporte.

L'irresponsabilité et l'égoïsme patronal ont été prouvés. La CGTR est au rendez-vous de la lutte pour les revendications salariales et du développement de notre île.



méniseries • fermetures • cloisons

MFC
Menuiseries
Fermetures
Cloisons

12, rue Lislet Geoffroy
Z.I du Chaudron - 97490 SAINTE CLOTILDE
Tél. 0262 92 55 90 - Fax : 0262 95 55 91

LE CAP MECHANT

Pour réserver :
0262 37 00 61

INOVEST un spécialiste de la collecte des déchets.

Collecte Déchets ménagers
Collecte Déchets industriels
Collecte BAV - caissons
Nettoyage spécialisé
Collecte des déchetteries

INOVEST
585 chemin Bel Ombre, RD47
97440 Saint André
Tél: 0262 46 32 74 Fax: 0262 46 18 55

LE DIALOGUE SOCIAL, MADAME LA MINISTRE !

Les CGTR, FO, FSU, Solidaires, Saiper et Unef vous ont demandé audience lors de votre venue du 20 juin de cette année. Somme toute, ce n'était que l'exercice du dialogue social, qui plus est lors de votre première venue es qualité à la Réunion.

Vous avez décidé de décliner notre demande.

Si vous aviez eu une attention particulière aux thématiques de la jeunesse et de la sécurité, il est vrai que tout votre temps était consacré au patronat préoccupé du pactole du pacte d'irresponsabilité.

Certes, il est important de se pencher sur le sociétal mais sans vous dispenser pour autant du dialogue et de la concertation nécessaire avec les syndicats.

Nous assimilons cette attitude comme du mépris à notre égard et la marque d'un début de mandat peu glorieux.

Rencontrer le CESER est une initiative heureuse, mais cela ne saurait vous donner quitus de votre obligation en terme de concertation et de dialogue avec les syndicats. La CGTR siège au CESER. Celui-ci ne saurait cependant nous représenter en tant que tel.

Cette conception tronquée du dialogue et de la concertation ne saurait perdurer à l'heure de la représentativité.

La finance n'étant pas votre adversaire, le serions-nous ?



Siège social :
2 Boulevard de la Marine
ZI Sud - BP 57
97 822 LE PORT CEDEX
Tél. 0262 43 58 58
Fax 0262 43 21 01



Saint-Denis, le 09 juillet 2014

A Monsieur le Président de la République

Objet : demande d'audience

Monsieur le Président,

À l'occasion de votre prochaine visite dans notre département, nos organisations souhaitent pouvoir vous rencontrer afin de vous faire part de nos analyses relatives à la déclinaison du Pacte dit de responsabilité et à la situation économique et sociale particulière de notre territoire.

La situation socio-économique de La Réunion se dégrade fortement et les politiques d'exonération à tout-va en direction du patronat ont ici sans doute encore plus qu'ailleurs démontré leur inefficacité.

Le Pacte de responsabilité, les compressions budgétaires, les compressions d'austérité, les compressions budgétaires obéissant largement aux exigences patronales ne peuvent être porteurs que de régressions.

Pour notre part, nous pensons que d'autres options existent, que ce soit en matière d'emplois, de salaires, de services publics, de retraites, de développement.

La conférence sociale est un échec. Elle est pour nous qui vient de se tenir a été une source d'immenses déceptions tant l'impression de décisions prises en amont a été forte.

il ne saurait pourtant y avoir de progrès social sans véritable dialogue social, où tout est mis sur la table sans tabou.

C'est tout le sens de notre demande d'audience et nous vous remercions par avance de la suite que vous voudrez bien lui donner.

Pour les organisations citées en entête,

MARIE-HÉLÈNE DOR
Secrétaire départementale de la
FSU Réunion





ADRESSE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Monsieur le Président, la situation socio économique de la Réunion ne cesse de se dégrader.

La déflation menace l'Europe et les pays européens.

Et à La Réunion, la population, et notamment les jeunes, les femmes (les familles monoparentales), les seniors et les retraités payent un lourd tribut à la crise produite et alimentée en grande partie par les politiques d'austérité. Grande priorité de votre quinquennat, les jeunes de 2014 sont tout aussi précaires que ceux de 2012 (difficultés d'insertion professionnelle et dans leur parcours scolaire et universitaire).

Le chômage est perçu comme l'horizon indépassable pour beaucoup d'entre nous.

Alors que la vie chère est toujours là, et pour longtemps encore, les salaires et les prestations sociales sont à la traîne, notre économie étant de plus en plus entre les mains de Sociétés Transnationales (STN).

Les conventions collectives nationales (CCN) ne sont pas applicables automatiquement du fait de l'article 16 de la loi Perben. Et l'argument des smics différents n'est plus !

Les conditions de vie au travail et celles du dialogue social vont se détériorer du fait de la loi dite de sécurisation de l'emploi, accroissant le mal-être au travail, maladie sociétale.

Pendant ce temps, les politiques de défiscalisation et d'exonération des cotisations sociales à tout va continuent de plus belle, notamment avec le pacte dit de responsabilité.

Et le patronat engrange sans rien céder.

Non content de ne pas assumer sa responsabilité au regard du territoire, il fait dans la surenchère (attaque contre le smic, remise en cause du principe

à aucun moment la moindre proposition de contreparties !

Le patronat profite de la crise pour tondre le mouton qui n'a déjà plus de laine. Et les gros attendent que les canards boiteux disparaissent pour leur laisser la

liens mortifères de la sous-traitance.

La réforme fiscale se fait attendre et ne peut se cantonner à quelques mesures relatives à la seule IRPP (les 1,8 million de ménages sortis de l'IRPP 2013 ne seront-ils pas ponctionnés par la hausse de TVA ?) et ignorer la fiscalité indirecte. Faut-il préciser que ne sont pas concernés les très nombreux foyers fiscaux non assujettis ? Le sentiment chez les salariés de payer de leur poche pour le patronat est fort, le sentiment d'injustice de votre politique grandit.

LA RÉUNION EST À LA CROISÉE DES CHEMINS

De lourds enjeux l'attendent : menaces sur les quotas sucriers, sur l'octroi de mer, sur la nécessaire protection relative de notre économie, sur la politique européenne de Cohésion, très contestable pacte de stabilité (et la règle d'or) impliquant moins de solidarité nationale,

soumission à la conditionnalité macro économique alors que nos collectivités territoriales plus qu'ailleurs sont des moteurs essentiels de l'investissement public et de la cohésion sociale. Par ailleurs, s'y ajoutent le défi démographique, la petitesse de notre économie insulaire et donc l'ardente obligation de l'intégration régionale... que ne facilitent pas, loin de là, les politiques eu-

ropéennes, le caractère captif de notre économie facteur essentiel de la vie chère...

Des potentialités existent en accentuant la recherche-innovation au regard de la transition écologique (énergies renouvelables, bio-agriculture et autonomie alimentaire...), de la lutte contre le réchauffement climatique et les pandémies tropicales, du tourisme, du dialogue social... Cependant, la déstructuration du tissu social menace. Faut-il rappeler que nos 40 glorieuses ont vu les inégalités sociales s'accroître ?

LES SALARIÉS ET LES DEMANDEURS D'EMPLOI, ONT BESOIN D'UNE AUTRE POLITIQUE

Une politique qui tourne le dos à l'austérité et réponde aux exigences sociales.

Une politique de la relance et de la demande est une nécessité économique et sociale.

L'AUSTÉRITÉ NE CRÉE PAS D'EMPLOIS, ELLE EN DÉTRUIT

Le principe d'assimilation législative doit jouer quant à l'application des CCN.

Il faut augmenter les salaires (et accompagner en tant que de besoin les petits entrepreneurs) et les prestations sociales... sans remise en cause la Protection Sociale à laquelle nous conduisent les mesures d'exonération toujours plus importantes contenues dans les pactes dit de responsabilité et de solidarité.

IL FAUT INTERROGER LE COÛT DU CAPITAL

Une politique ambitieuse à l'égard des jeunes (allocation d'autonomie, extension du RSA aux jeunes de moins de 25 ans, emplois pérenne) se fait attendre.

La conditionnalité (sélectivité) des aides en lien avec une réelle évaluation des politiques publiques posant la responsabilité du patronat au regard du territoire doit être une réalité et non pas renvoyée aux négociations de branches (seules une 60ne d'entre elles sur 700 fonctionnent !).

Le dialogue social doit réhabiliter le Travail et passer par de nouveaux droits pour le salarié permettant notamment de dépasser sa sujétion à l'employeur et d'intervenir sur les choix de l'entreprise.

Il n'y aura pas de développement sans justice sociale. Notre société ne peut vivre sans que le salariat (y compris les demandeurs d'emploi) ne soit reconnu comme producteur de richesse et non pas comme un coût.

Il n'y aura pas non plus de développement sans une politique d'emplois publics ambitieuse et adaptée à la situation locale : un chômage endémique, un taux d'illettrisme toujours pas résorbé, un niveau d'emplois précaires déraisonnable en particulier dans les collectivités. Le plan drastique de réduction des dépenses publiques lié au Pacte de Responsabilité ne fera qu'aggraver une situation déjà extrêmement fragile. Les secteurs publics doivent être repensés eux aussi comme producteurs de richesse et non comme une charge.

Saint Denis le 23 juillet 2014



de la négociation, menace sur les seuils sociaux et le dispositif pénibilité, exigence toujours plus grande d'une irresponsabilité en matière fiscale et sociale...). La déclinaison locale du pacte de responsabilité est le théâtre d'une offensive patronale exigeant encore plus d'argent public (CICE majoré, maintien TVA NPR, smic jeunes, attaque contre le service public...) et sans que n'apparaisse

place nette le jour de la reprise, renforçant encore plus leur mainmise sur le pays.

Bien entendu, nous faisons la différence entre, d'une part les grosses entreprises et les STN qui captent l'essentiel de la manne, et d'autre part, les petits artisans qui galèrent, victimes trop souvent de l'externalisation par les premières des risques financiers et sociaux de par les



SÉMINAIRE DU 11 JUILLET 2014

Un séminaire s'est tenu le vendredi 11 juillet 2014 à l'URSO dans le cadre de la préparation du 12^e congrès. Il a réuni 22 camarades, pour l'essentiel membres de la CEC, mais aussi des dirigeants des structures confédérées.

L'examen du contexte dans lequel se tiendra notre congrès a été l'occasion de souligner la crise socio-économique, nos turbulences internes et la nécessité d'une communication adaptée.

Le syndicalisme de proximité, par notamment la réflexion sur la pertinence d'unions locales ou

de syndicats de sites et/ou multiprofessionnels a été abordé.

La problématique de la représentativité était également à l'ordre du jour.

Le rendu des groupes de travail a fait l'objet de riches débats. Sur quelle politique financière ? Quelle communication ? Nos règles de vie et de fonctionnement, nos structures syndicales et leur adéquation avec les besoins des luttes, la formation syndicale. Quelle politique revendicative ?

Bref, une journée studieuse qui en appelle une autre.



EN AVANT POUR LA VICTOIRE LE 4 DÉCEMBRE 2014



pagne électorale. Ceci permettra de connaître les situations à des moments T, et donc de mieux répartir, et en temps utile, les forces de toute la CGTR afin de combler à temps d'éventuels lacunes.

"A CAMPAGNE ELECTORALE, MACHINE ELECTORALE"

La Cgtr FPT est devant une situation inédite suite notamment aux changements politiques. La lisibilité électorale n'est pas aisée. La direction de la FD en est consciente.

La FD Santé est jeune. Elle hérite d'une situation compliquée.

Nous devons tous l'aider à "gagner" cette élection.

Toute sollicitation de ces dirigeants doit rencontrer une écoute de la direction confédérale.

Pour les camarades de la FPE, tous les secteurs doivent être présents à ces réunions tripartites dont la formule doit nous donner de l'effet multiplicateur.

Le contexte de ces 3 élections aujourd'hui est, à bien des égards, différents de celui des élections d'avant.

Tout passe plus que jamais par la représentativité. Et le train passe tous les 4 ans. Ne le ratons pas.

PS : sur le site CGTR, nous avons un onglet *spécial élections*, alimentez-le, consultez-le.

En prévision des élections qui auront lieu dans les 3 fonctions publiques (FP) le 4 décembre 2014, le "Groupe CGTR FP" a été réactivé afin de mieux mener les campagnes électo-ales.

Si la préparation a commencé ici ou là, il semble essentiel de lancer la campagne électorale commune des 3 FP de la CGTR. Nous avons à gagner à nous réunir tous ensemble pour repartir après sur son propre terrain d'élection. La dynamique inter FP peut être un élément boostant

l'action électorale dans chacune des 3 FP.

Loin de doubler les réunions et de gaspiller nos disponibilités, il s'agit de nous mettre en commun à des moments précis de la cam-





Ensemble, construisons
une **Réunion** d'avenir



106 Rue Paul Verlaine
ZIC N°2 - BP 32016
97824 Le PORT CEDEX

www.gtoi.fr
Tel: 0262 42 85 85
Fax: 0262 43 80 77



LA STAR
SE MOBILISE POUR
L'ENVIRONNEMENT

FORTE DE 25 ANNEES D'EXPERIENCE DANS LE TRAITEMENT DES DECHETS A LA REUNION, STAR A VOCATION DE JOUER UN ROLE MOTEUR DANS L'ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES.

"La réunion poursuit des objectifs environnementaux ambitieux à l'horizon 2030 dans le cadre du projet La Réunion Ile Verte-Gerri. En tant que professionnel réunionnais du déchets depuis 1985, c'est notre responsabilité et notre volonté de participer à la réussite de ce projet. Nous sommes déterminés à être des acteurs du développement économique et social de la Réunion. Cette volonté environnementale s'exprime à travers 3 grands objectifs: La Valorisation de 70 000 T de déchets par an à l'horizon 2012, la diminution des tonnages enfouis grâce au recyclage et la rationalisation des déplacements de nos véhicules".

Jean-François Bourdais
Directeur Général de STAR

LA STAR INNOVE
Nous mettons en place un service mutualisé de collecte des palettes, cartons et plastiques.
Ce service a été créé pour répondre aux demandes des Industriels pour la gestion de leurs déchets.
Objectif: récupérer les bois, les cartons et les plastiques en vue de leur valorisation.

Les problématiques de gestion de déchets des Industriels sont très importantes: Ou stocker les déchets lorsqu'on manque de place? Comment organiser le tri et la collecte? Comment diminuer les coûts de ces opérations? Comment suivre les évolutions réglementaires tout en restant en adéquation avec la réglementation? Le service proposé par STAR permet de récupérer un grand nombre de bacs en une seule tournée, d'où une économie décollée importante: plus les points de collecte seront nombreux, plus le coût de revient sera mutualisé et accessible à toutes entreprises. De plus, la tournée à date fixe permet aux entreprises de planifier la collecte de leurs déchets.

La STAR invite donc industriels et commerçants à profiter de ce nouveau service, mis en place pour solutionner les problématiques liées à la gestion des déchets. STAR est en mesure de répondre à tous les besoins. La société dispose d'une large gamme de moyens et matériels spécifiques en fonction de la taille et des contraintes des entreprises, avec des conteneurs allant de 120 litres à 30 mètres cubes, en passant par des compacteurs ou des Eco DI. C'est un service sur mesure adapté à chaque Client.



TÉL. 0262 48 48 80